

À bâbord !
Revue sociale et politique

Amazon ou le capitalisme mégalomane

Yannick Delbecque

Numéro 89, septembre 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/97329ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue À bâbord !

ISSN

1710-209X (imprimé)

1710-2103 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Delbecque, Y. (2021). Amazon ou le capitalisme mégalomane. *À bâbord !*, (89), 18–21.

GAF(A)M

AMAZON OU LE CAPITALISME MÉGALOMANE

Yannick Delbecque ◀

On critique souvent les GAFAM – Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft –, ces grandes entreprises ayant atteint un haut niveau de fortune et d'influence grâce à Internet. Au-delà de la grande diversité de critiques formulées à leur endroit, quel portrait général peut-on se faire de ces géants du Web ? Premier article d'une série exposant les problèmes que pose chacune de ces grandes entreprises.

Il peut sembler étrange de considérer Amazon comme un géant proprement numérique, au même titre que Microsoft ou Google. En effet, l'entreprise pourrait facilement passer pour une grande entreprise de vente en ligne et de distribution de livres et de biens matériels. Amazon a fait ses débuts, dès 1995, comme l'une des premières boutiques Web spécialisées dans la vente de livres. Son fondateur, Jeff Bezos, n'a pas choisi de vendre des livres par amour de la littérature, mais bien, de son propre aveu, par intérêt pour la croissance de son capital: il estimait que les bouquins étaient ce qui avait le plus de potentiel pour la vente en ligne. Au fil des ans, Amazon en viendra à vendre de tout.

Ses projets et réalisations techniques dans le domaine de la distribution impressionnent – pensons à l'utilisation de robots dans les centres de distribution ou à la livraison par drones, par exemple. Mais ces prouesses en cachent d'autres, moins reluisantes. Tout en affirmant respecter les lois locales, Amazon est devenu maître dans l'art de manœuvrer entre de multiples juridictions et de lire les lois à son avantage. L'entreprise pratique un évitement fiscal systématique; bouscule les libraires français avec une interprétation permissive la loi Lang sur le prix unique des livres; décourage la syndicalisation de ses travailleuses et travailleurs, etc.

Le géant a fait l'acquisition de plusieurs compagnies clés pour continuer à se développer. Par exemple, il a récemment mis la main sur le distributeur de produits biologiques Whole Foods Market. La compagnie cherche aussi à se positionner devant Netflix et les autres diffuseurs de divertissement sur Internet. Elle a ainsi développé son service Prime Video, en plus d'acquérir le studio hollywoodien centenaire Metro-Goldwyn-Mayer ainsi que tout son catalogue.

Il est clair qu'Amazon est maintenant bien plus qu'une simple librairie en ligne et que son immense capital lui permet de prendre sa place dans différents secteurs connexes. D'ailleurs, ses activités ne s'arrêtent pas à la distribution. La division d'Amazon affichant les meilleurs bénéfices est son service d'infonuagique Amazon

Web Services (AWS) – nous y reviendrons. De plus, forte de son énorme banque de données sur les achats de millions de personnes, Amazon occupe une part de plus en plus grande du lucratif marché de la publicité en ligne, faisant une concurrence toujours plus forte à ses rivaux Google et Facebook. Amazon mérite donc entièrement sa place parmi les «géants du Web» qu'il faut avoir à l'œil.

LE MEILLEUR EMPLOYEUR SUR TERRE

L'immense logistique de livraison, nécessaire à l'efficacité promise par Amazon, carbure aux conditions de travail indécentes. Le géant emploie plus de 1,3 million de personnes et est maintenant le cinquième plus grand employeur au monde. Les conditions de travail dans les entrepôts d'Amazon ont été dénoncées un peu partout sur la planète dans les dernières années: le rythme de travail y est effréné, dicté par des algorithmes de planification, le taux de blessures en entrepôts est élevé, représentant plus du double que dans les entrepôts concurrents, et on y constate un manque de considération de la gravité des blessures.

La multiplication des critiques devenant gênante, le géant multiplie les annonces visant à nous convaincre qu'il s'efforce de n'être rien de moins que «le meilleur employeur sur Terre et l'endroit le plus sûr où travailler sur Terre». Cependant, ses initiatives en la matière font douter de sa sincérité. En effet, le guide de son programme WorkingWell décrit les travailleurs et travailleuses comme des «athlètes industriels» qui doivent prendre soin de leur forme physique, de leur esprit et de leur alimentation. Dans le cadre de ce programme, Amazon met même en place des cabines interactives «AmaZen» où ses employé-e-s peuvent prendre des pauses accompagnées de vidéos dont le but est de les guider vers des pratiques de méditation de pleine conscience. De plus, il y a peu, Bezos annonçait avoir planifié la mise en service de nouveaux algorithmes de gestion des tâches qui prendraient en compte les mouvements détaillés des travailleuses et travailleurs de manière à minimiser les blessures. Une réponse algorithmique à

un rythme de travail insoutenable peut-elle vraiment régler le problème? La firme ne considère jamais le simple ralentissement de la cadence de travail comme une manière de diminuer les blessures et le stress.

C'est ainsi, sans surprise, qu'Amazon décourage l'adhésion de ses employé-e-s à des syndicats. Lors de récentes campagnes de syndicalisation, le géant a eu recours aux services de deux firmes de consultants américaines spécialisées dans la lutte anti-syndicale. Ces manœuvres ont été efficaces puisqu'une campagne majeure a échoué pour le Retail, Wholesale and Department Store Union à Bessemer, et ce, même si la campagne avait reçu l'appui du président Biden, une rarissime intervention d'un président en exercice dans une campagne de syndicalisation.

Enfin, Amazon exerce une autre forme de pression sur les conditions de travail. L'entreprise a adopté, pour une part grandissante de ses livraisons, le modèle de l'«économie à la demande» (de type Uber). Une partie de ses employé-e-s sont ainsi considérés comme des contractuels à qui le travail est donné par le biais de Flex, une application pour téléphone intelligent. La plateforme compte maintenant près de 4 millions de livreur-euse-s, principalement aux États-Unis, mais aussi dans les villes de plusieurs autres pays, dont plusieurs canadiennes. Certains ratés des algorithmes utilisés par l'application pour évaluer les employé-e-s ont récemment attiré l'attention parce que la décision de licencier certaines personnes avait été prise sans aucune intervention humaine, même pour des motifs échappant entièrement au contrôle des personnes congédiées. Même si ces cas sont relativement peu nombreux, comme le dit Amazon, on peut s'inquiéter de la normalisation d'une telle pratique. Entre-t-on dans une ère où il sera banal de voir son travail évalué par un algorithme qui aura la capacité de vous virer sans appel, essentiellement parce que la procédure de révision est trop complexe?

Tous ces problèmes sont décuplés par le monopole grandissant du géant. Amazon est souvent le plus important employeur ►

Image : Composition issue de la photo d'Adrian Sulyok.

dans certaines communautés puisque, sans surprise, elle remporte la compétition commerciale avec les entreprises locales.

LE GARDIEN DE VOS DONNÉES

La filiale d'infonuagique AWS est la section la plus profitable d'Amazon, mais les activités de la compagnie dans ce domaine passent souvent inaperçues. Le géant a été le premier à se lancer dans ce secteur, en 2006, et il occupe maintenant plus d'un tiers de ce marché, devant ses principaux concurrents que sont Microsoft et Google. L'idée de départ est simple : Amazon loue à d'autres entreprises la capacité de calcul de l'infrastructure informatique mise en place pour les besoins de son propre magasin en ligne. Ces entreprises peuvent ainsi lancer plus facilement leurs sites et applications nécessitant de grandes ressources informatiques sans avoir à se soucier de la gestion de serveurs. Mais, à terme, le projet d'AWS est beaucoup plus ambitieux que la simple location de serveurs déjà utilisés par Amazon : la compagnie vise à créer un « système d'exploitation » qui serait au Web ce que Windows est aux ordinateurs personnels, c'est-à-dire une clé qui a permis à Microsoft de détenir un quasi-monopole sur le marché.

AWS compte maintenant des centaines de clients corporatifs comme AirBnB, Samsung, diverses banques et

même Netflix et Disney, des concurrents d'Amazon dans le monde de la diffusion vidéo. AWS occupe aussi une place importante dans le secteur public et dans celui des organisations non gouvernementales. En effet, selon les informations fournies par Amazon, plus de 6500 agences gouvernementales à travers le monde utilisent ses serveurs : c'est le cas de la NASA, de la CIA, de l'armée américaine et de différents ministères, en particulier en éducation et en santé. Des universités font de même, ainsi que diverses organisations à but non lucratif. AWS déploie de nombreux moyens pour accaparer plus de clients gouvernementaux.

La position dominante d'AWS dans ce secteur, autant auprès du privé que du public, devrait inquiéter davantage. En effet, après qu'Edward Snowden ait révélé le niveau de surveillance exercé par les services de renseignements américains, peut-on vraiment faire confiance à une grande entreprise américaine disposant d'autant de données gouvernementales ? AWS donne-t-il facilement accès aux informations qu'il stocke à des agences de renseignements ? Depuis l'adoption en 2018 du Clarifying Lawful Overseas Use of Data Act (CLOUD Act), les États-Unis peuvent fouiller dans les données stockées par des hébergeurs américains, même si ces données sont sur des serveurs situés

à l'étranger. Amazon considère que cela ne change rien pour ses clients, toutefois une récente poursuite, lancée notamment par la Fédération des Médecins de France, contestait le recours aux services d'AWS par un service en ligne de prise de rendez-vous pour les vaccins contre la COVID. Le Conseil d'État, le plus haut tribunal administratif en France, a reconnu qu'il existait un risque que les autorités américaines aient accès à des données protégées par le Règlement général sur la protection des données, mais a considéré que des mesures suffisantes avaient été prises pour protéger les renseignements personnels d'une telle éventualité.

PLUS PRÈS DE NOUS

À quel point le géant étend-il ses tentacules près de nous ? Amazon emploie plus de 23 000 personnes au Canada et y détient plusieurs centres de tri. En 2016, c'est à Montréal qu'AWS a ouvert le premier de ses trois centres de données canadiens. Montréal a notamment été choisie pour son climat froid, qui lui permet d'économiser sur l'énergie nécessaire au refroidissement des serveurs, mais aussi pour le bas coût de l'électricité au Québec¹. AWS occupe d'ailleurs une place de plus en plus grande dans les secteurs publics québécois et canadiens. Comme bien des organisations gouvernementales à travers le monde, le




gouvernement du Québec se tourne le plus souvent vers AWS pour offrir ses services en ligne. Le Québec privatise aussi actuellement le stockage de ses données, visant à ce que plus de 80 % des données gouvernementales, actuellement déposées dans ses propres 457 centres de traitement, soient déplacées vers des serveurs appartenant à des entreprises privées. AWS remporte la part la plus importante des mises, avec Microsoft.

Cela est peu surprenant, puisque AWS multiplie les opérations de lobbying dans la province: une vingtaine de lobbyistes à la solde de la compagnie sont inscrits au Québec. On offre même des formations gratuites aux fonctionnaires sur les produits d’AWS. Le jeu de la séduction s’étend aussi aux autres activités d’Amazon. En septembre 2020, Investissement Québec a invité les entreprises québécoises à participer à une «*rencontre virtuelle d’acheteurs Amazon Canada*» qui visait à «*mieux comprendre les procédures d’achat de ce grand distributeur*». Le gouvernement invite ainsi les marchands du Québec à utiliser Amazon pour y assurer la présence de produits québécois. En faisant cela et en multipliant les ententes avec AWS, le gouvernement admet une certaine incapacité du Québec à développer un réseau de distribution et des centres de données aussi efficaces que celui du géant.

LUTTES NÉCESSAIRES

Sur tous les plans, Amazon montre le pire de ce que peut produire le capitalisme. La vision économique de son fondateur est que la valeur est créée par l’innovation et non par le travail. Cela explique le peu de considération que la personne la plus riche de tous les temps a pour ses employé·e·s, qui ne seraient que des bénéficiaires de son prétendu génie innovateur. Ne nous laissons pas bernier par cette image glorifiant la réussite personnelle et l’innovation: Amazon devrait être une cible naturelle pour les mouvements progressistes de toute tendance.

On peut regretter d’avoir laissé un tel géant se mettre en place sans lui avoir résisté ou l’avoir encadré plus tôt. Nous en sommes à un point où même les États arrivent difficilement à lui tenir tête. Pourtant, l’appel au boycottage est une action simple. D’autres actions peuvent être menées sur les plans syndical, environnemental, de la lutte à l’évasion fiscale, ou du respect de la vie privée. On peut s’inspirer de certaines actions menées devant les tribunaux à travers le monde, comme ce fut le cas en Europe avec une poursuite pour non-respect du Règlement général sur la protection des données, aux États-Unis avec une enquête parlementaire aboutissant à des recommandations visant à limiter ou à briser les monopoles,

ou au Japon, avec une poursuite suivant le licenciement abusif de représentants syndicaux. On peut mettre de la pression sur les gouvernements pour qu’ils exigent de meilleures garanties autour de la sécurité des informations personnelles quand ils emploient les services d’Amazon, ou qu’ils tiennent compte des enjeux environnementaux dans les choix d’infrastructures informatiques. On peut exiger des évaluations fréquentes des conditions de travail et le respect des droits des employé·e·s. On peut demander des gouvernements qu’ils adoptent des lois plus fortes contre les monopoles, ou qu’ils en fassent plus pour contrer les stratégies d’évitement fiscal lors des négociations en cours à l’OCDE. Si le mouvement social veut arriver à limiter les effets de la domination du géant, les actions visant à encadrer Amazon ne manquent pas! 

1. Selon certaines prédictions, l’ensemble des centres de données mondiaux, incluant ceux d’Amazon, pourraient consommer un cinquième de la production d’électricité mondiale d’ici 2025 et produire 5,5 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Les différentes compagnies exploitant ces services extrêmement énergivores ont donc intérêt à minimiser leur consommation d’électricité de toutes les manières possibles.